



L'avis de l'ECHA sur le glyphosate accueilli avec inquiétude par les ONG environnementales

jeudi 16 mars 2017, par [Fil d'infos](#)

Bruxelles, le 15 mars 2017 - Pour IEW et l'association européenne Alliance pour la santé et l'environnement (HEAL), la décision de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) selon laquelle le glyphosate n'est pas cancérigène suscite de graves inquiétudes pour la santé et l'environnement et constitue une déception majeure pour les acteurs de la santé environnementale [1] .

L'avis du Comité pour l'évaluation des risques de l'ECHA contredit celui du centre international de recherche contre le cancer (CIRC), qui a classé le glyphosate comme « cancérigène probable » en 2015. Pour Génon K. Jensen, directrice exécutive de HEAL, la décision d'aujourd'hui est un recul pour la prévention du cancer : *"Nous nous attendions à ce que dans le futur, la décision du CIRC soit reconnue comme étant la plus pertinente. Toujours est-il que l'Europe s'apprête à donner le feu vert au glyphosate le feu vert et la santé publique perdra une occasion importante pour la prévention du cancer. Les taux de cancer peuvent être réduits en retirant des produits chimiques dangereux du marché"*.

L'avis de l'ECHA n'est pas facile à comprendre. Mme Jensen poursuit : *"le CIRC est la référence internationale pour l'évaluation des substances cancérigènes. Il est incompréhensible que les institutions de l'UE arrivent à un résultat aussi radicalement différent : le comité de l'ECHA n'a même pas donné au glyphosate le classement d'un « carcinogène possible ». C'est le genre de contradiction qui nourrit les soupçons du public quant à la fiabilité des opinions des agences scientifiques de l'UE"*.

L'opinion du CIRC se base notamment sur sept études qui ont montré une incidence tumorale significativement accrue chez les rats et les souris après que le glyphosate leur a été administré. Toutefois, les résultats de l'ECHA n'ont pas été complètement inattendus, étant donné que les avis précédents de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et de l'Institut fédéral allemand d'évaluation des risques (BfR) avaient tous deux rejeté les éléments de preuves contenus dans ces sept études. Des critiques ont été formulées à propos de ce rejet, notamment par Peter Clausing dans le document *"The Carcinogenic Hazard of Glyphosate [2]"* . L'évaluation de l'ECHA, tout en reconnaissant l'augmentation limitée d'incidence des tumeurs de manière souffre des mêmes problèmes d'analyse que l'EFSA et le BfR pour parvenir à la conclusion qu'elles ne constituent pas une preuve suffisante de cancérogénicité.

Le manque de transparence dans le processus de classification des agences européennes est de plus en plus préoccupant. Une lettre conjointe (http://env-health.org/IMG/pdf/open_letter_to_echa_06032017.pdf) adressée à la Commission par Greenpeace, HEAL et de nombreux autres groupes a souligné que le comité de l'ECHA utilisait des « preuves scientifiques non publiées et fournies par l'industrie pour formuler ses avis » en plus des études publiées dans des revues à comité de lecture.

La lettre exprimait également des préoccupations au sujet des conflits d'intérêts de certains membres du comité d'experts de l'ECHA. *"Nous vous demandons respectueusement d'appliquer et d'améliorer les politiques de l'ECHA pour préserver son indépendance vis-à-vis de l'industrie et la transparence de son travail"*, précise la lettre.

En février 2017, le Commissaire européen pour la santé et la sécurité alimentaire, Vytenis Andriukeitas, a également exprimé ses préoccupations et a suggéré qu'une réforme pourrait être nécessaire. Selon le procès-verbal d'une réunion de la Commission européenne [3], il a déclaré : "*Le principal problème, selon lui, est le manque de confiance du public dans la science et le sentiment que l'Europe ne les protège pas suffisamment des effets de certaines substances chimiques*". Le procès-verbal indique également qu'Andriukeitas a estimé que cela impliquait "*une réforme des agences de l'UE chargées de fournir la base scientifique de ces décisions et de leurs procédures pour les rendre plus transparentes*".

Cette décision est d'autant plus inattendue que les éléments de preuves à charge du glyphosate continuent de s'accumuler. Très récemment, une étude sur les rats a montré qu'une exposition à long terme et à faible dose cause des maladies du foie, liées au cancer du même organe [4].

Notes

[1] ECHA's Press release available at <https://echa.europa.eu/>

[2] Original article in German published here

[https://www.ecomed-umweltmedizin.de/archiv/umweltmedizin-hygiene-arbeitsmedizin-band-22-nr-1-20](https://www.ecomed-umweltmedizin.de/archiv/umweltmedizin-hygiene-arbeitsmedizin-band-22-nr-1-2017)

17 Translation in English, The Carcinogenic Hazard of Glyphosate

http://www.pan-germany.org/download/The_Carcinogenic_Hazard_of_Glyphosate.pdf

[3] MINUTES of the 2198th meeting of the Commission held in Brussels (Berlaymont) (Wednesday 1 February 2017), 22 February 2017

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/10061/2017/EN/PV-2017-2198-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF>

[4] Low-dose, long-term exposure to Roundup causes disease in rats, HEAL press release, January 2017,

[http://www.env-health.org/resources/press-releases/article/low-dose-long-term-exposure-to Fatty Liver](http://www.env-health.org/resources/press-releases/article/low-dose-long-term-exposure-to-Fatty-Liver-Disease-Surging-as-Liver-Cancer-Cause)

[Disease Surging as Liver Cancer Cause](http://www.env-health.org/resources/press-releases/article/low-dose-long-term-exposure-to-Fatty-Liver-Disease-Surging-as-Liver-Cancer-Cause), Medscape, 25 April 2015

www.medscape.com/viewarticle/843733